



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. limitée
25 avril 2012
Français
Original: anglais

Treizième session

Doha (Qatar)

21-26 avril 2012

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

Une mondialisation centrée sur le développement:

vers une croissance et un développement équitables et durables

Texte de négociation de synthèse du Président pour la treizième session de la Conférence

25 avril 2012

21 h 30

24 *bis*. Les mesures et les obstacles non tarifaires suscitent une attention croissante dans le domaine du commerce international. Des efforts devraient être faits au niveau international pour remédier aux mesures non tarifaires et chercher à réduire ou éliminer les obstacles non tarifaires arbitraires ou injustifiés. **(Approuvé)**

35. Il est important, grâce à une coopération pour le développement et à un financement du développement, y compris l'APD, efficaces, d'aider les pays en développement, en particulier les pays africains et les pays les moins avancés, à se mettre en capacité de mobiliser leurs propres ressources pour un développement durable, de créer de nouvelles capacités productives et de diversifier leur structure économique. La coopération pour le développement et le financement du développement, y compris l'APD, devraient être adaptés aux priorités, aux caractéristiques et aux besoins spécifiques des pays. À cet égard, une coopération pour le développement efficace constitue une importante contribution. **(Approuvé)**

37 *bis*. La coopération régionale peut apporter un appui aux stratégies nationales de développement et réduire les vulnérabilités extérieures, et peut dans certains cas être complémentaire du système de gouvernance économique mondial. Un renforcement de l'intégration économique peut engendrer une multitude de liens synergiques entre des pays se situant à différents niveaux de développement au sein d'une même région géographique pour promouvoir et accélérer le développement. **(Approuvé)**

57 i) *bis*. Poursuivre ses travaux dans le domaine de la facilitation du commerce, y compris le programme SYDONIA; **(Approuvé, place à déterminer)**

17 j) Continuer de s'efforcer de répondre aux besoins spéciaux en matière de commerce, d'investissement et de développement des pays en développement sans littoral (PDSL), y compris en continuant de soutenir la mise en œuvre effective de la Déclaration ministérielle d'Almaty et du Programme d'action d'Almaty: Répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour

la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit, ainsi que l'examen de ce programme en 2014, en tenant compte des difficultés rencontrées par les pays en développement de transit concernant l'application du Programme d'action; (**Approuvé**)

17 k) Poursuivre ses travaux visant à aider les petits États insulaires en développement (PEID) à surmonter les problèmes persistants de commerce, d'investissement et de développement auxquels ils sont confrontés, notamment en contribuant aux discussions en cours au sein du système des Nations Unies sur la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade et de la Stratégie de Maurice pour le développement durable des petits États insulaires en développement; (**Approuvé – voir TD/L.427 – «investissement» ajouté à la deuxième ligne**)
